

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 19/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARCELORMITTAL FRANCE**

1 ROUTE DE ST LEU  
BP 30109  
60160 Montataire

Références : IC-R/0248/24-JC/LF  
Code AIOT : 0005101363

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté 1 ROUTE DE ST LEU BP 30109 60160 Montataire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL FRANCE
- 1 ROUTE DE ST LEU BP 30109 60160 Montataire
- Code AIOT : 0005101363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE exerce sur son site de Montataire des activités de métallurgie comprenant des activités de galvanisation et laquage notamment.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral complémentaire datant de 2010. Cet arrêté va faire l'objet d'une révision importante. En effet l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser sa situation. Ce dossier, déposé en 2023, est en cours d'instruction.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Clôture	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Séparation des déchets	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.2 et 5.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Liquide inflammable halle R33	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Article 11.1.II	Demande d'action corrective	15 jours
4	autorisation établissement récupérant déchets+inter diction incinération	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Suivi des déchets	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.6	Sans objet
6	déchets produits par l'établissement	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une discontinuité de la clôture entourant le site.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de corriger cette non-conformité.

Par ailleurs, des déchets ont été constatés à l'extérieur des bâtiments (gravats, traverses, berces/supports). Ces déchets doivent être caractérisés, triés, et éliminés, conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant utilise un bâtiment "halle R33" pour regrouper des déchets avant leur élimination. Les déchets dangereux et non dangereux ne sont pas correctement séparés. Ce bâtiment contient des déchets liquides étiquetés "inflammable". L'exploitant estime ces produits pas ou peu inflammables. Sans analyse ou preuve, l'exploitant doit retirer ces produits de ce bâtiment qui n'est pas adapté au stockage de produits inflammables. L'exploitant doit caractériser ces déchets pour définir le lieu et les conditions de stockage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2010, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection a constaté que les installations ne sont pas clôturées sur l'ensemble du périmètre du site. 4 points ne sont pas clôturés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le point « Y » qui constitue un point d'entrée-sortie des trains SNCF sur le site (au sud-ouest) ;</li> <li>- Le point « U » qui constitue un second point d'entrée-sortie des trains SNCF sur le site (au sud-est) ;</li> <li>- A proximité du point « U » la halle 9 a été démantelée. La parcelle de cette ancienne halle 9 a été vendue. Elle est partiellement clôturée. Il manque un morceau de clôture entre le point « U » et la clôture rajoutée face à la halle 11 ;</li> <li>- A proximité du point « Y » le grillage a été retiré sur 2m, afin de laisser un accès piéton au personnel de la SNCF qui vient contrôler les trains, avant leur départ du site. Cet espace ne respecte pas la prescription de limiter l'accès au site.</li> </ul> <p>Ces points sont implantés sur le plan annexé au rapport.</p> <p>Pour information, le site fait transiter une partie de ses apports et livraisons de bobines par la voie ferrée. Ce transit est journalier.</p> <p>Les caractéristiques physiques de la clôture sont convenables sur la majorité de la clôture : soit en béton, soit en grillage épais sur une hauteur supérieure à 2m. Cependant, sur un linéaire d'environ 100m, au départ du point « Y », côté SNCF, la clôture est en grillage fin sur une hauteur que l'inspection suspecte inférieure à 2m. Cette portion "faible" n'est pas efficace pour assurer la limitation de l'accès au site.</p> <p><b>Non-conformité (faits significatifs) :</b> l'ensemble du site n'est pas clôturé efficacement</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p><b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place une clôture efficace sur la totalité de la périphérie de son site.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.2 et 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.1.2 L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>5.1.3 Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Arcelor Mittal fait appel à un sous-traitant pour la gestion de ses déchets sur le site. Actuellement ce dernier est la société Séché Environnement.</p> <p>Les déchets sont triés sur le site au plus près de leurs zones de production (tri à la source). L'inspection a vérifié en zone LIP cette application ; les déchets sont séparés dans 3 bennes, regroupant les 3 familles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les DIS (Déchets Industriels Spéciaux),</li> <li>- les DIB (Déchets Industriels Banals),</li> <li>- les DIV (Déchets Industriels Valorisables).</li> </ul> <p>Un affichage d'aide au bon tri sur la ligne LIP.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que ce tri à la source est en place sur l'ensemble de son site. Toutefois, selon l'exploitant, l'affichage n'est pas complètement en place partout.</p> <p>Devant les locaux du service maintenance, un tri plus exhaustif est en place, lié à l'activité de ce service (DEEE, piles, huiles, ...). Sur cette zone est en place : séparation, rétention, affichage.</p> <p>L'exploitant a identifié, sur un plan, les zones de récupérations des déchets.</p> <p>Les déchets sont ensuite regroupés dans le bâtiment « halle R33 » avant leur élimination dans la filière adaptée.</p>

Dans la halle R33 :

- Chaque typologie de déchet est séparée et éloignée les uns des autres ;
- A l'entrée du bâtiment, est affichée le zonage des déchets, et les quantités par familles de déchets (mis à jour mensuellement) ;
- Les déchets susceptibles de contenir des polluants et les liquides inflammables sont entreposés sur des bacs de rétention permettant la récupération en cas de fuite ou de rupture du contenant. Ce sont soit des GRV (Grand Récipient pour Vrac), soit des fûts ;
- Les fûts vides de peinture sont fermés, palettisés et entreposés au sol ;
- Une zone DTQD (Déchet Toxique en Quantités Dispersées), dédiée aux petites quantités de produits, venant du laboratoire interne, est en place. Un chimiste vient une fois par an pour caractériser ces déchets et définir la bonne filière d'élimination ;
- Des bennes sont en place pour trier : matériel en aluminium cassé, ferraille, gravats, DIB, DIS ;
- Une zone de stockage en vrac de bois ;
- Les déchets dangereux (DIS) ne sont pas isolés dans une zone dédiée. Ils sont dispersés dans le bâtiment.

**Non conformité (faits modérés) :** dans la halle 33, les déchets dangereux ne sont pas séparés des déchets non-dangereux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de séparer les déchets dangereux des déchets non-dangereux dans un délai de 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Liquide inflammable halle R33**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Article 11.1.II

**Thème(s) :** Risques accidentels, conditions de stockage des liquides inflammables

**Prescription contrôlée :**

Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ont une surface maximale égale à 3 500 mètres carrés.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2010 régleme le site. Dans ce dernier, l'installation de stockage de liquides inflammables est classée à autorisation au titre de la rubrique 1432-2-A. La rubrique 1432 a été supprimée et remplacée par la rubrique 4331 par le décret 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature ICPE.

L'exploitant a déposé un DAENV (Dossier d'Autorisation ENVironnemental), le 20/10/2023 (Numéro de télédémarche : B-231020-090745-810-001). Il est en cours d'instruction. Dans son DAENV, l'exploitant indique :

- qu'il est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 4331 ;

- qu'il est donc soumis à l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- qu'il a effectué l'étude de conformité à cet arrêté ministériel. Dans cette étude, l'exploitant se positionne en tant qu'installation existante, ce qui est le cas. L'article 11 "dispositions constructives" de cet arrêté est bien applicable à ses installations. L'article 11.1.II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 susvisé indique qu'un bâtiment supérieur à 3 500 m<sup>2</sup> ne doit pas contenir des liquides inflammables.

La halle R33 sert à l'exploitant de lieu de regroupement de déchets avant évacuation. Dans la Halle R33, l'inspection a constaté la présence de déchets liquides étiquetés inflammables.

L'exploitant informe que la halle R33 fait une surface de 13 000m<sup>2</sup>.

Cette présence de déchets liquides inflammables dans la halle R33 n'est pas conforme à la prescription.

#### Demandes d'informations complémentaires :

L'inspection a demandé par mail le 11/06/24 des données sur ces déchets liquides inflammables dans la halle R33 (caractérisation des déchets et quantités présentes).

Le directeur de site a porté à la connaissance de l'inspection les informations suivantes par courriels les 11/06/2024 et 12/06/2024 :

- les déchets proviennent d'activités de rinçage/maintenance d'installation. Ils vont contenir essentiellement de l'eau, et partiellement des produits inflammables (exemple : MEC, huile). Le liquide inflammable surnage, ce qui sous-entend qu'il n'est pas miscible à l'eau ;
- Il n'y a pas de GRV contenant 100% de liquide inflammable dans la halle R33 ;
- l'exploitant estime le risque d'inflammabilité très faible ;
- sont présents :
  - . 8 GRV plastiques contenant du déchet de MEC+eau ; quantité totale estimée 5 500 litres, 5m<sup>3</sup>;
  - . 1 fût métallique de 250 L contenant du déchet d'huile de pompage ; quantité estimée dans le fût : 100 L ;
  - . 1 GRV plastique contenant du déchet d'huile de pompage ; quantité estimée 800 l (1m<sup>3</sup>).

**Non conformité (faits modérés) :** Le bâtiment halle R33 contient des déchets liquides inflammables. Ceci n'est pas autorisé par la prescription au vu de la surface importante du bâtiment.(> 3500 m2)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de retirer les déchets étiquetés inflammables du bâtiment halle R33 et de les caractériser, dans un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : autorisation établissement récupérant déchets+interdiction incinération**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des installations spécifiques autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il existe une procédure de gestion des déchets (référence du document : MT-SU-QSSE-EN-I-26, daté du 01/08/2023).</p> <p>En cas d'écart, anomalie, un système de remontée d'information est en place, par la voie d'une « fiche verte ».</p> <p>L'inspection a réalisé une inspection visuelle de la partie externe sud du site. L'inspection a constaté un entreposage de déchets. L'exploitant nous signale que les déchets sont entreposés depuis plusieurs années à cet endroit. Cet entreposage n'est pas sur un sol imperméable, et est soumis aux intempéries. Cela consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un tas de gravats avant le point « Y »,</li> <li>- deux tas de traverses (à côté du point « Y » et du point « U »),</li> <li>- un stockage de berce servant de support aux bobines, couverts de végétation.</li> </ul> <p>Cet entreposage relève de la mise en dépôt à titre définitif.</p> <p><b>Non conformité (faits modéré) :</b> Entreposage de déchets (gravats, traverses ferroviaires, berces)</p>
<p><u>Rappel de l'inspection :</u></p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué envisager une réutilisation des traverses de chemin de fer. L'inspection lui a indiqué que cette pratique était interdite. En effet, le bois de traverses de chemin de fer est souvent traité à la créosote (produit dangereux pour l'homme et l'environnement). L'arrêté ministériel du 18 décembre 2018 relatif à la restriction d'utilisation et de mise sur le marché de certains bois traités, interdit le réemploi du bois traité à la créosote à un autre usage que celui de traverses de chemin de fer (articles 1 à 3).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'identifier l'ensemble des déchets situés à l'extérieur des bâtiments, puis de les caractériser, de les trier, et de les éliminer, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant a 1 mois pour réaliser cette action. A l'issue de l'élimination, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les justificatifs d'élimination dans</p>



des installations dûment autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Suivi des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Transport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque lot de déchet dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi de déchet dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-50 à 541-64 et 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route ou au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La conformité des opérations de transport n'a pas été contrôlée par l'inspection.</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel Tennaxia pour le suivi de ses déchets. Une extraction des données concernant les déchets est possible via ce logiciel.</p> <p>La génération des BSD (Bordereau de Suivi de Déchet) est réalisée via ce logiciel, grâce à une passerelle directe avec Trackdéchets.</p> <p>Un BSD ne peut être généré par Tennaxia si le récépissé/agrément de l'organisme receveur du déchet n'est pas en cours de validité. Ce système empêche l'élimination d'un déchet via une filière non-autorisée.</p> <p>A titre de sondage, l'inspection a consulté un BSD de déchet dangereux de MEC (code déchet 07.01.04*).</p> <p>La liste des transporteurs utilisés se trouve dans Tennaxia.</p> <p>Les récépissés/agréments des prestataires de transports ou d'éliminations des déchets de l'exploitant sont intégrés dans le Logiciel Tennaxia, ainsi que la date de fin de validité du récépissé/agrément.</p> <p>A titre de sondage, l'inspection a consulté le récépissé du prestataire récupérant le MEC.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : déchets produits par l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2010, article 5.1.7
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, liste et quantités des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes : (tableau non intégré)</p> <p>En cas de dépassement de plus de 20 % de la production maximale de référence, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et il en justifie les raisons.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets de MEC générés ont augmenté de plus de 20%, entre les données de l'arrêté préfectoral de 2010, et la moyenne de ces déchets depuis 2019. L'exploitant en a informé l'inspection lors du premier dépôt de DAENV (Demande d'autorisation environnementale) en 2018.</p> <p>L'exploitant justifie cette augmentation par la modification du process. L'exploitant informe que les pigments sont régulièrement changés, qu'il y a plus de nettoyage dans le process, que de nombreux petits programmes ajoutés dans le process déclenchent une consommation plus importante de solvants. Tout ceci induit plus de déchets, liés à l'augmentation de l'utilisation de ces matières premières.</p> <p>Le DAENV déposé en 2023 est en cours d'instruction (il remplace celui de 2018). L'arrêté complémentaire découlant de ce DAENV régularisera la situation du site concernant la quantité de ce déchet.</p> <p>Le MEC est l'un des déchets les plus important en termes de quantité sur le site. Ce dernier est envoyé en régénération, puis réemployé dans le process. Ceci crée une boucle de réutilisation vertueuse pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant engage depuis plusieurs années des actions pour améliorer le tri des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite